

SOMMAIRE

Le présent rapport est une compilation des observations et suggestions formulées au cours des consultations organisées à l'échelle du pays entre juin et octobre 2000 afin de définir la position du Canada aux négociations préliminaires de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui doivent commencer en 2001. Il offre un aperçu des séances d'information données par les représentants du gouvernement et une synthèse des observations des participants.

Deux principaux groupes de questions, d'opinions et de préoccupations ont émergé au cours des consultations.

Premièrement, les représentants du monde des affaires, des associations professionnelles et de consommateurs avaient tendance à être plutôt favorables à l'AGCS, et leurs opinions étaient centrées sur certains sujets comme les obstacles aux mouvements transfrontaliers, la reconnaissance des titres professionnels, le maintien des normes de réglementation et la question de l'autonomie des organismes d'autoréglementation.

Deuxièmement, les organisations non gouvernementales et d'intérêt public avaient tendance à être moins favorables à l'AGCS et à la libéralisation du commerce. Leurs commentaires étaient axés principalement sur les conséquences de la mondialisation : danger d'un affaiblissement de la souveraineté du Canada par suite de la réduction du droit du Canada d'adopter des règlements dans l'intérêt public; nécessité d'une meilleure intégration de nos valeurs sociales dans les accords commerciaux et d'une transparence accrue dans la négociation et la gestion des accords commerciaux.